



La coopération de la Suisse avec l'Europe de l'Est

Contribution à la démocratie
et à une économie sociale de
marché dans les pays de l'Est



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement et de la coopération DDC

Secrétariat d'État à l'économie SECO



La coopération de la Suisse avec l'Europe de l'Est

Contribution à la démocratie
et à une économie sociale de
marché dans les pays de l'Est

La coopération avec l'Est fait partie intégrante de la politique étrangère de la Suisse et de sa politique économique extérieure. Elle comprend l'aide à la transition et la contribution à l'élargissement, et repose sur la loi fédérale du 1^{er} juin 2007 sur la coopération avec les États d'Europe de l'Est.

L'**aide à la transition** fournie par la Suisse favorise l'établissement de l'État de droit, de la démocratie et d'une économie sociale de marché tout en renforçant la société civile. La Suisse contribue à la stabilisation de régions politiquement agitées et améliore les perspectives d'avenir de la population.

Pourquoi cet engagement
de la Suisse ?

L'aide à la transition contribue à accroître la sécurité et la stabilité en Europe, qui sont dans l'intérêt de la Suisse, de même que, au point de vue économique, la mise sur pied de marchés de croissance en Europe de l'Est. C'est pour la Suisse un moyen de perpétuer la tradition qui est la sienne des partenariats solidaires.

Quels sont les champs
d'action de la Suisse ?

L'aide à la transition est focalisée sur les Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie et Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Serbie), les pays de la Communauté des États indépendants (Arménie, Azerbaïdjan, Kirghizistan, Moldavie, Ouzbékistan, Tadjikistan, Ukraine) ainsi que la Géorgie.

La coopération de la Suisse avec l'Europe de l'Est

Aide à la
transition

Contribution à
l'élargissement





Qui met en œuvre l'aide à la transition ?

L'aide à la transition relève des compétences de deux services fédéraux : la Direction du développement et de la coopération (DDC) au sein du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) au sein du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR). Deux tiers des fonds sont utilisés par la DDC, le tiers restant par le SECO. Les différents programmes engagés sont complémentaires.

Quels sont les montants investis ?

Conformément au message concernant la coopération internationale 2013–2016, la Suisse consacre à l'aide à la transition un montant total de 1,125 milliard de francs suisses (9,9% des fonds dévolus à la coopération au développement). L'aide technique et financière est répartie à parts égales entre les Balkans occidentaux et les États de l'ancienne Union soviétique. Sur place, les projets font l'objet d'un suivi étroit et les fonds, qui sont liés à ces derniers, sont affectés de manière efficace, car l'utilisation correcte des moyens financiers est décisive pour la réussite de la coopération.

La contribution à l'élargissement : coopération avec les pays de l'Est de l'Union européenne

Dans le cadre de la contribution à l'élargissement, la Suisse investit 1,257 milliard de francs suisses en faveur des pays qui ont intégré l'UE en 2004 et en 2007. Elle soutient des projets visant à réduire les disparités économiques et sociales au sein de l'UE, ce qui renforce ses relations avec les États de l'Europe tout entière. La contribution à l'élargissement et le crédit-cadre correspondant ont pour base juridique la loi sur la coopération avec les États d'Europe de l'Est.

Vous trouverez de plus amples informations sur la contribution à l'élargissement dans le dépliant « La contribution de la Suisse à l'élargissement » et sur www.contribution-elargissement.admin.ch



Aide à la transition : quel est l'apport concret de la Suisse ?

Démocratisation, décentralisation et gouvernance locale



La Suisse encourage le développement de structures démocratiques pour permettre la participation active des citoyens à l'échelle locale et nationale. Elle favorise notamment l'établissement d'une administration décentralisée, proche de la population. Concrètement, cela signifie la formation d'employés municipaux, la simplification des procédures administratives et la modernisation des infrastructures. L'objectif est de renforcer la société civile et de créer les conditions qui permettent aux citoyens de dialoguer avec l'État.

Pays : Albanie, Arménie, Bosnie et Herzégovine, Géorgie, Kirghizistan, Kosovo, Macédoine, Serbie, Tadjikistan, Ukraine

Mise en œuvre : DDC et SECO

Amélioration du climat des affaires



La Suisse soutient des projets qui contribuent, par la suppression d'obstacles réglementaires (notamment à l'échelon des communes), à restaurer la confiance des investisseurs. Le but est d'insuffler de la transparence dans les procédures d'autorisation et les textes de loi pour dynamiser les petites et moyennes entreprises.

Pays : Azerbaïdjan, Kirghizistan, Kosovo, Serbie, Tadjikistan, Ukraine

Mise en œuvre : SECO

Approvisionnement en énergie



Les pays de l'ancienne Union soviétique sont souvent pénalisés dans leur développement par une utilisation inefficace de l'énergie. La Suisse contribue à développer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables en encourageant la mise en place d'une gestion durable de l'énergie à l'échelon communal (instauration d'une certification « Cité de l'énergie », par exemple).

Elle investit notamment dans les infrastructures telles que le chauffage à distance, dans la rénovation thermique des bâtiments publics, dans l'approvisionnement en énergie et dans les transports publics.

Pays : Kirghizistan, Serbie, Ukraine

Mise en œuvre : SECO

Approvisionnement en eau potable

La Suisse soutient la construction d'infrastructures modernes d'eau potable et la création de services chargés de leur entretien et de leur développement. Objectif : éviter que plus de la moitié de l'eau potable ne disparaisse dans le sol par manque d'étanchéité des canalisations.

Pays : Albanie, Azerbaïdjan, Bosnie et Herzégovine, Kirghizistan, Kosovo, Macédoine, Moldavie, Ouzbékistan, Tadjikistan, Ukraine

Mise en œuvre : DDC et SECO

Formation professionnelle et emploi des jeunes

La Suisse soutient la réforme de la formation professionnelle pour qu'elle soit plus proche de la pratique et mieux axée sur le marché, et pour accroître les chances des jeunes de trouver un emploi. Elle les soutient en outre dans leurs démarches de recherche d'emploi et aide aussi les entreprises à recruter du personnel qualifié.

Pays : Albanie, Bosnie et Herzégovine, Kosovo

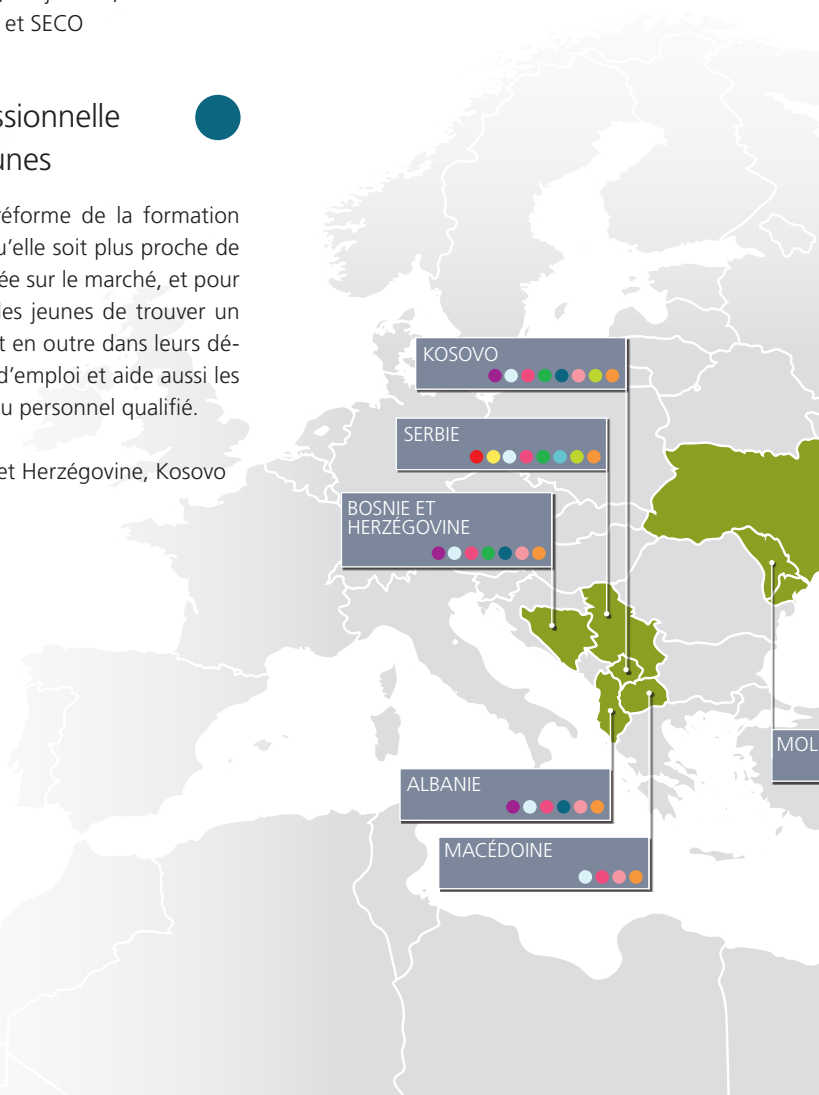
Mise en œuvre : DDC

Partenariats migratoires

La Suisse noue avec certains pays des partenariats migratoires pour favoriser notamment le retour volontaire et la réintégration dans leur pays d'origine d'anciens migrants. Elle développe aussi des stratégies pour réduire la pression migratoire et pour lutter contre la traite des êtres humains.

Pays : Bosnie et Herzégovine, Kosovo, Serbie

Mise en œuvre : Office fédéral des migrations



Bonne gestion d'entreprise

Les pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale sont freinés dans leur développement économique par un secteur privé peu développé et des marchés financiers peu efficaces. L'instauration de codes de conduite dans les entreprises et les établissements financiers est un facteur de développement essentiel pour l'esprit d'entreprise. Elle favorise l'accès au capital et stimule les investissements privés.

Pays : Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie et Herzégovine, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Kosovo, Macédoine, Moldavie, Serbie, Tadjikistan

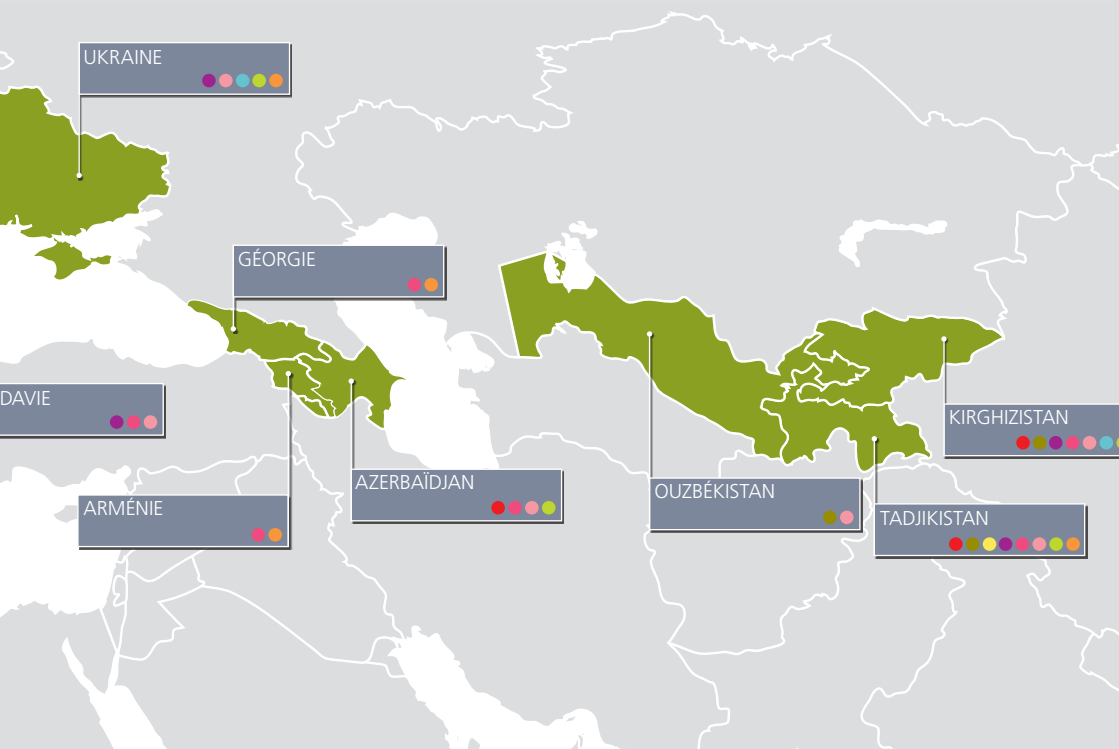
Mise en œuvre : SECO

Intégration des Roms et d'autres minorités dans la société

La Suisse consacre des programmes spécifiques à l'intégration de minorités ethniques telles que les Roms, qui sont souvent privés de droits civiques et de l'accès à l'éducation, pour qu'elles profitent elles aussi des réformes économiques et politiques en cours en Europe de l'Est.

Pays : Albanie, Bosnie et Herzégovine, Kosovo, Macédoine, Serbie

Mise en œuvre : DDC



Systèmes et prestations de santé



La Suisse favorise l'accès aux soins médicaux de base, en particulier pour les femmes et les groupes de population particulièrement vulnérables des zones rurales. Elle participe à l'élaboration de modèles de financement durables et encourage les partenariats public-privé dans le domaine de la santé. Objectif : garantir l'accès aux soins des populations les plus pauvres.

Pays : Albanie, Bosnie et Herzégovine, Kirghizistan, Kosovo, Moldavie, Tadjikistan, Ukraine

Mise en œuvre : DDC

Amélioration des conditions cadres du commerce international



Les conditions juridiques et institutionnelles d'un pays régissent l'accès de ses biens et services aux marchés étrangers. La Suisse soutient les pays émergents désireux d'adhérer à l'OMC ; elle les aide à mieux comprendre les normes du commerce international et à garantir l'accès au marché de leurs biens, de leurs services et de leur propriété intellectuelle.

Pays : Serbie, Tadjikistan

Mise en œuvre : SECO

Gestion intégrée de l'eau en Asie centrale



La Suisse œuvre en faveur d'une répartition transparente et équitable de l'eau en Asie centrale, où plus de dix millions de personnes se partagent deux fleuves. Des techniques d'irrigation modernes et économiques limitent le gaspillage d'eau. L'exploitation efficace de cette ressource rare et précieuse atténue les tensions entre populations dans une région essentielle-ment agricole.

Pays : Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan

Mise en œuvre : DDC

Conseil en gestion des finances publiques



En Asie centrale, la Suisse soutient en priorité les réformes qui concernent la gestion des finances publiques, avec un triple objectif : favoriser une utilisation ciblée des fonds disponibles, améliorer la transparence et accroître la responsabilité de ceux qui dépensent l'argent public. Ces réformes amélioreront les services publics, les conditions cadres de l'initiative économique privée et la compétitivité du pays.

Pays : Azerbaïdjan, Kirghizistan, Serbie, Tadjikistan

Mise en œuvre : SECO

« Il y a beaucoup de choses absurdes en Bosnie et Herzégovine, dont celle-ci : nous avons actuellement le taux de chômage le plus élevé, et en même temps les pires difficultés à trouver du personnel. Nous avons donc lancé un projet destiné aux jeunes qui achèvent leur formation universitaire, secondaire ou professionnelle, qui vise à leur transmettre les connaissances dont l'économie a besoin aujourd'hui. »

Davor Krezić, employé à Intera
Programme : emploi des jeunes (Youth Employment Programme, YEP)
Pays : Bosnie et Herzégovine

« La principale réussite du projet est d'avoir amélioré l'interaction entre les différents ministères et unités administratives. Sur le plan technique, nous avons fluidifié nos échanges d'informations et surmonté les barrières institutionnelles. »

Tolkunbek Abdygulov, chef du Département de l'économie et des investissements
Programme : gestion des finances publiques
Pays : Kirghizistan

« Au lieu d'aller chercher de l'eau, les enfants suivent des activités périscolaires. »

Salomat Khon Davronova, habitante de Boltakul
Programme : eau potable en Asie centrale
Pays : Ouzbékistan

« La coopération suisse nous est très précieuse : nos conditions de vie se sont améliorées, nous pouvons consacrer plus d'argent au bien-être de nos familles et surtout de nos enfants. Les femmes ont plus de poids dans les processus de décision concernant la famille et la communauté. »

Majlinda Hoxha Agritria, cheffe d'entreprise
Programme : aide à l'agriculture durable en Albanie
Pays : Albanie

« Après deux ans de chômage, j'ai trouvé un poste chez Meier Mechanics. Cette entreprise offre de bonnes perspectives d'avenir, surtout pour nous, les jeunes. J'y travaille depuis neuf mois, je suis satisfaite de mon salaire et de la formation que je reçois et j'apprécie le directeur général. Le chômage est très élevé chez nous. Maintenant que j'ai trouvé un emploi stable, je vais pouvoir me marier. »

Milyan Lakovic, Meier Mechanics AG
Programme : fonds de lancement
Pays : Serbie

« Mon beau CV bien rédigé a été mon meilleur atout. Je ne savais pas comment m'y prendre, alors je me suis rendu au club de l'emploi et j'ai suivi les consignes : tout le contraire de ce que j'imaginai ! »

Bojančo Hrusanović, ouvrier métallurgiste à Srbac
Programme : emploi des jeunes (Youth Employment Programme, YEP)
Pays : Bosnie et Herzégovine

« Aujourd'hui, nous possédons un système très efficace. S'il fallait toujours, comme jadis, 40 jours ou plus pour faire immatriculer une entreprise, je ne me serais jamais mis à mon compte. J'aurais gardé mon ancien emploi de manager. »

Elvin Mammadov, entrepreneur
Programme : amélioration du service public
Pays : Azerbaïdjan

Direction du développement
et de la coopération DDC
Coopération avec l'Europe de l'Est
Freiburgstrasse 130, 3003 Berne
Tél. +41 (0)31 322 44 13
info@deza.admin.ch
www.ddc.admin.ch

Secrétariat d'État à l'économie SECO
Coopération et développement
économiques
Holzikofenweg 36, 3003 Berne
Tél. +41 (0)31 324 09 10
info.cooperation@seco.admin.ch
www.seco-cooperation.admin.ch